

L'événement qu'a connu la Tunisie, durant ce mois de janvier 2011, a été une formidable surprise à laquelle succède aujourd'hui nombre d'interrogations. Cette situation n'est pas surprenante et bien sûr, comme après toute révolution, du devenir de cette situation dépend l'avenir de la société tunisienne : l'étendue de ses libertés, sa capacité à se gouverner et la défense de ses droits.

Mais là ne s'arrête pas les conséquences de la « Révolution du jasmin ». Selon le chemin que prendra la Tunisie « nouvelle » son exemple peut infléchir l'attitude des populations des pays voisins et peut être plus largement celle des pays arabes « frères ». Or rien dans ce domaine n'est assuré, ni le chemin que la Tunisie empruntera, ni l'étendue de l'impact sur son voisinage.

Une chose est cependant certaine, cet événement constitue en relations internationales une véritable fracture : les choses ne seront plus les mêmes y compris si cette révolution débouche sur un retour en arrière. Le seul fait qu'elle ait pu aboutir au départ du Président Ben Ali modifie sensiblement les appréciations et les analyses d'où qu'elles viennent.

C'est pourquoi il importe de suivre l'évolution des événements et de s'efforcer d'imaginer les actions qui pourraient être entreprises pour soutenir les choix de la population dans l'hypothèse où elle ferait la demande d'une telle aide.

Certes, la grande majorité des Tunisiens est fière et heureuse de ce que la jeunesse a réalisé. La joie a été fortement et globalement très partagée. Ben Ali est parti et le sentiment de soulagement habite la plupart des citoyens, mais certainement pas tous et c'est bien là que commencent les difficultés.

Mais il convient à présent de faire en sorte que cet événement se transforme en un élan à caractère démocratique, puisqu'il semble que ce soit l'aspiration de la population, qui aspire par là à un meilleur avenir.

La plus grande confusion existe :

- Une jeunesse qui redoute de voir sa révolution confisquée et qui peut être amenée à exiger des garanties contraires à l'intérêt général ;
- Des conservateurs à l'affût d'une occasion de remettre la main sur les commandes voire de jouer la carte d'un homme providentiel qui reviendrait aux bonnes vieilles habitudes ;
- Des revanchards revenus de l'étranger avec des certitudes dont on ne sait pas jusqu'à quel point elles sont partagées réellement par la population ;
- Des « démocrates » aussi nombreux que divisés qui ont peu d'expérience des responsabilités publiques et ont de la peine à accepter les compromis indispensables de la vie politique ;
- Des « religieux » dont l'agenda et le programme restent assez peu lisibles.

Mais il existe aussi de très nombreux Tunisiens de bonne volonté, capables, courageux et attachés à l'intérêt national qui constituent des forces vives utilisables dans la transparence pour le plus grand profit du pays.

L'enjeu est là. Comment ces diverses composantes vont-elles s'articuler pour élaborer un véritable gouvernement d'union nationale au-delà des intérêts partisans, en impliquant toutes les sensibilités sans exception mais sans dominant, jusqu'à ce que les élections viennent désigner la composante majoritaire.

Aujourd'hui, il semble que la Tunisie soit encore loin d'une solution répondant à ces caractéristiques. Les maladresses se sont accumulées : choix de trop nombreux ministres issus de l'ancienne équipe, éviction de composantes pourtant constitutives de la diversité des sensibilités de la population. Des positions manichéennes ont rejeté tout compromis. Des déclarations sans concession ont poussé à l'ostracisme.

La démocratie ne peut pas être décrétée par une partie de la population contre les autres. La démocratie est un partage et nullement une propriété privée que d'aucuns pourraient s'attribuer comme on s'auto-attribue une prérogative.

Si cette condition n'est pas respectée, l'Etat de droit et la bonne gouvernance souhaités seront remplacés par un autoritarisme, certes différent du précédent mais présentant les mêmes outrances.

Or tout le monde n'a pas intérêt aujourd'hui à une évolution vers plus de démocratie. A l'intérieur tout d'abord, en raison de conflits d'intérêts propres, mais à l'extérieur aussi. Les voisins tout d'abord font déjà l'objet de suspicion, mais aussi les pays « frères » et bien sûr les puissances occidentales.

Là est le vrai danger. A trop tarder à trouver ce gouvernement d'union nationale, la porte des ingérences, toujours prêtes à profiter des tiraillements internes, s'ouvre largement. Le mécontentement qui peut se développer devant l'incapacité à construire assez vite les outils du progrès peut non seulement faire naître un nouvel autoritarisme mais aussi être mis à profit de l'extérieur pour des intérêts très différents de ceux de la nation tunisienne.

Ce danger concerne les Tunisiens qui doivent choisir eux-mêmes, et seulement eux mêmes, la voie qu'ils souhaitent empruntée.

Il concerne aussi leurs voisins, notamment européens, qui doivent suivre avec soin les événements et se tenir prêt à soutenir, à sa demande, le choix du peuple tunisien notamment par des déclarations, mais aussi par des contributions restant à définir en partenariat réel.

Ensuite, quand les choses se seront stabilisées et que le gouvernement d'union nationale, enfin trouvé, se sera mis au travail notamment en vue des élections, il conviendra de mobiliser les forces françaises et européennes pour soutenir la démarche entreprise, sous réserve qu'elle prenne un tour démocratique, afin d'aider puissamment ce pays à repartir avec dynamisme et faire que cet événement devienne un exemple à suivre pour les autres.

En effet, l'hypothèse de l'émergence en Tunisie d'un système libéré de l'autoritarisme qui permette une meilleure gouvernance et plus de libertés, constituerait pour les populations voisines une véritable démonstration qu'un autre avenir est possible pour elles. Nous devons contribuer à ce succès, pour eux tous, mais aussi dans notre intérêt en Europe.

L'enjeu est considérable. Il nous faut faire pression sur nos décideurs pour qu'ils le comprennent et s'engagent dans cette voie sans tarder ni hésiter. C'est cette détermination dans l'engagement qui fera que les risques qu'ils redoutent pourront être évités. Le soutien à des pouvoirs autoritaires pouvait, peut être, se justifier pour des raisons de *realpolitik* quand aucun autre type d'autorité ne semblait possible. Aujourd'hui, un autre type d'autorité émerge, il n'est pas concevable de ne pas fortement s'engager pour lui donner toutes les chances de réussir. Tel est le défi qui nous est posé, en Tunisie au moins.

Contre-amiral (2S) Jean-François Coustillière

Directeur Euromed-IHEDN

24 janvier 2011